

RAPPORTS

Service Infrastructures
Sécurité Transports

Division de Maîtrise
d'Ouvrage Intermodale

Juillet 2013

Mise à 2x2 voies de la RN164 dans le secteur de Châteauneuf du Faou Bilan de la Concertation Interservices



Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bretagne

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

SOMMAIRE

- 1 - CONTEXTE ET DÉROULEMENT DE LA CONCERTATION INTER-SERVICES.....3
- 2 - AVIS REÇUS.....4
- 3 - ANALYSE DES AVIS REÇUS.....5

1 - Contexte et déroulement de la Concertation Inter-services

L'État, représenté par les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération de mise à 2x2 voies de la RN164 au niveau de Châteauneuf-du-Faou.

Ce projet sera soumis à l'avis de l'Autorité Environnementale (AE CGEDD) qui sera saisie fin juillet 2013.

La circulaire du 5 octobre 2004 relative à la concertation applicable aux projets de travaux, d'aménagements et d'ouvrages de l'État ainsi que des collectivités territoriales, demande de mener, à ce stade du projet, une phase de concertation formalisée avec les différents services de l'État.

Par courrier en date du 30 mai 2013, le Préfet du Finistère, conformément à la circulaire suscitée, a sollicité l'avis, dans un délai d'un mois, des différents services de l'État sur les atteintes que le projet est susceptible de porter aux intérêts dont ils ont la charge et leur a demandé de lui communiquer tout élément d'analyse relevant de leur domaine de compétence, en particulier sur l'opportunité et la pertinence des mesures correctrices ou compensatoires. A défaut de réponse dans ce délai, leur avis était réputé favorable.

L'étude d'impact a été diffusée, en version papier et par voie électronique, le 7 juin 2013.

Comme prévu par la circulaire du 5 octobre 2004, le présent bilan dresse un compte-rendu formel, qui est communiqué aux services de l'État qui ont été sollicités, sur la manière dont les diverses observations sont prises en compte dans le dossier final. Les avis ont été pris en compte pour l'élaboration du présent bilan jusqu'au 19 juillet 2013. La DREAL prendra néanmoins soin à prendre en compte les avis qui parviendraient ultérieurement, après les délais fixés.

Ce bilan a vocation à être communiquée à l'AE CGEDD, conformément à la circulaire du 3 septembre 2009 sur les modalités de saisine de l'Autorité Environnementale.

2 - Avis reçus

La DREAL a reçu chronologiquement les avis suivants, joints en annexe 2 :

- avis de l'ONEMA du 18 juin 2013
- avis du groupement de gendarmerie départementale du 1er juillet 2013
- avis de l'ARS du 3 juillet 2013
- avis de la DIRO du 5 juillet 2013
- avis de la DRAC du 12 juillet 2013
- avis du SDIS du 15 juillet 2013

Les services suivants, consultés, n'ont pas émis d'avis :

- DIRECCTE
- DRAAF
- DDPP
- DDTM
- DDFiP
- ONCFS
- STAP

3 - Analyse des avis reçus

Le tableau joint en annexe 3 récapitule l'ensemble des points soulevés par les différents services et la manière dont ils seront pris en compte par le maître d'ouvrage DREAL dans le projet.

3.1 *Avis de l'ONEMA*

L'avis de l'ONEMA porte sur deux dimensions du projet :

- les ouvrages hydrauliques envisagés
- les compensations en matière de zone humide

D'une manière générale, à ce stade des études, il s'agit avant tout d'évaluer la faisabilité du projet, d'en apprécier les impacts et la capacité à les traiter, d'identifier les besoins d'emprise. Même si, au regard des enjeux croissants de prise en compte des milieux naturels, la conception va assez loin dans le détail, le projet présenté reste à un stade d'Avant-Projet, même détaillé. La majeure partie des remarques de l'ONEMA relèvent de détails de conception qui devront être envisagés au stade du dossier loi sur l'eau, voire même parfois des DCE de travaux, et seront abordés sur la base d'un dossier Projet.

La DREAL apporte certaines réponses aux sujets soulevés, en dissipant quelques ambiguïtés (sur les largeurs de lits mineurs), en précisant certains éléments de contexte (le dimensionnement de l'ouvrage du Kervaziou doit s'appréhender en prenant en compte l'autre ouvrage en aval sous une voirie routière). La DREAL s'engage à assurer une concertation avec l'ONEMA dans la phase de définition plus précise lors de l'élaboration du dossier loi sur l'eau.

L'un des points soulevés par l'ONEMA justifiera en particulier un approfondissement technique qui ne peut que relever des phases suivantes de conception : il s'agit des modalités de franchissement de la RN164 par l'affluent du Ster Goanez, qui la coupe actuellement trois fois sur une courte distance. La DREAL propose le remplacement des trois ouvrages existants, ce qui améliore à l'évidence la situation actuelle, en améliorant la transparence hydraulique et écologique du cours d'eau, sans remettre effectivement en cause le fonctionnement assez atypique d'un triple franchissement de l'affluent par la route nationale. L'ONEMA propose de détourner le cours d'eau pour éviter toute rupture écologique ; il s'agit d'une proposition tout à fait originale qui n'avait pas été envisagée, et qui consiste en une « renaturation » du cours d'eau, qui peut aller au-delà des obligations du maître d'ouvrage mais peut constituer une piste intéressante. Il est néanmoins alerté sur le fait que l'emprise au nord de la RN est insuffisante pour recréer un cours d'eau, ce qui nécessiterait de décaler la voie de rétablissement au nord et consommerait plus d'espace agricole, et que la présence d'une forte pente est potentiellement incompatible avec la continuité piscicole. Il est proposé que ce point soit approfondi, en concertation avec l'ONEMA, lors des phases ultérieures de conception et lors de la préparation du dossier loi sur l'eau, en tenant compte des différents enjeux.

Par ailleurs, l'ONEMA estime que la compensation fonctionnelle des zones humides impactées n'est pas justifiée. C'est tout à fait exact et le dossier a entre-temps été complété d'une approche

fonctionnelle, zone humide par zone humide, détaillant les différentes fonctionnalités des zones impactées et des zones proposées à la compensation, pour atteindre les objectifs du SDAGE. Par ailleurs, les modalités de suivi ont été précisées et sont conformes aux standards actuels (dossier loi sur l'eau de la LGV Bretagne Pays-de-la-Loire par exemple) et seront, quoi qu'il en soit, approfondies au stade du dossier loi sur l'eau.

3.2 Avis du groupement de gendarmerie départementale

Le projet n'appelle aucune remarque. Le groupement de gendarmerie note que la mise en place de l'éco-taxe sur les RN12 et RN165 pourrait générer un report de trafic sur la RN164. Ce point est totalement pris en compte dans les études de trafic, qui tablent sur un report de 800 Poids-Lourds par jour à cette occasion.

3.3 Avis de l'ARS

Le projet n'appelle aucune remarque en raison de l'absence de périmètre de protection de la ressource en eau.

3.4 Avis de la DIRO

La quasi-totalité des remarques de la DIRO relèvent de points de détail de conception, qui pourront être appréhendés et pour la plupart pris en compte dans les phases ultérieures de conception voire dans les DCE travaux, et qui ont un impact très minime sur les emprises ou le coût du projet, et ne remettent donc pas en cause sa faisabilité.

Le principal point qui sera intégré dès à présent dans le dossier concerne la nécessaire suppression d'un accès riverain sur la bretelle Châteaulin → Châteauneuf de l'échangeur de Croas Lesneven. La DREAL y donnera suite, en raison de la vocation de la voie à acquérir un statut de voie express, qui interdit ce type d'accès, même sur bretelle. En réalité, la question est posée pour 4 à 5 parcelles le long de cette bretelle. D'ici la mise à l'enquête publique du dossier, ce point sera revu et conduira à des modifications mineures, qu'il est cependant effectivement nécessaire d'afficher dès à présent : création d'une voie de désenclavement par l'arrière des parcelles et/ou servitudes de passage

3.5 Avis de l'ARS

Le projet n'appelle aucune remarque.